

Guerre en Iran et prix de l'énergie

Économie

Par [Myriam Sauzay](#).

Publié le 13 avril 2026

Spécialiste de l'énergie

Professionnels et particuliers se tournent vers les pouvoirs publics pour obtenir des aides permettant de faire face à la hausse des prix à la pompe. Pourtant, le choc provoqué par l'attaque israélo-américaine contre l'Iran n'est pour le moment pas comparable à celui de 2022, dû à l'agression russe contre l'Ukraine. Bilan provisoire d'un mois et demi de crise et perspectives sur l'évolution du marché

Depuis le 28 février 2026 et le début de l'opération Epic Fury, tous les projecteurs sont braqués sur les prix du baril de pétrole et, dans une moindre mesure, sur ceux du gaz naturel. La fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran, en réponse aux attaques américano-israéliennes, ainsi que la destruction des champs de GNL qatari font en effet se lever le spectre d'un nouveau choc pétrolier et gazier, après celui de 2022. Mais « comparaison n'est pas raison » et la séquence actuelle, pour anxiogène qu'elle soit, pourrait ne pas se transformer en la catastrophe attendue pour

les pays de l'Union européenne, tandis que la distribution d'hydrocarbures ne paraît pas avoir cherché à tirer profit de la situation.

1. Un choc de prix limité et en aucun cas comparable à celui de 2022

a. Un choc de prix des énergies : du pétrole à l'électricité en passant par le gaz naturel

Le déclenchement des hostilités entre la coalition américano-israélienne et l'Iran a conduit à une réduction immédiate du commerce des hydrocarbures. Le cas le plus spectaculaire demeure celui du kérosène dont 60% provenait de la région et qui peut rapidement conduire à des problèmes d'approvisionnement du secteur aérien.

En outre, environ 25% du commerce maritime mondial de pétrole et près d'un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) passent par le détroit d'Ormuz. Les attaques sur les installations de Qatar Energy (Ras Laffan et Mesaieed) ont conduit à la cessation de la production de GNL du Qatar, qui représente près de 20% du GNL mondial.

Beaucoup plus diversifiée dans ses approvisionnements que lors des chocs pétroliers des années 1970 ou de la crise ukrainienne, l'Europe ne paraît pourtant pas en danger de rationnement. En revanche, une augmentation du prix des énergies s'avère évidente :

- Le pétrole de manière immédiate avec une répercussion immédiate sur le prix à la pompe que chacun constate déjà.

- Le gaz naturel, dans un second temps, avec un impact retardé sur la facture des ménages. Toutefois, ces hausses demeurent sans commune mesure avec le choc des prix de 2022 : au plus haut niveau en 2022, le cours du gaz au TTF était supérieur à 300€/MWh contre environ 44€/MWh au 9 avril dernier, avec un pic maximum autour du 9 mars à 65 €/MWh (vs. 35€/MWh environ avant le 28 février). Au maximum de la hausse des prix, le cours du gaz a augmenté de 50% quand il avait été multiplié par 15 en 2022. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé une hausse du prix de référence du gaz naturel de 15,4% au 1^{er} mai. Ceci représente une hausse moyenne de 6,19€/mois pour 7,5 millions de ménages ayant souscrit une offre indexée sur le prix repère, qui varie tous les mois. Intervenant au printemps, après la saison de chauffe, cette hausse n'aura quasiment aucun impact sur la facture des ménages, dont la consommation estivale demeure de cinq à six fois inférieure à leurs besoins l'hiver.
- Une hausse cachée, celle transmise à l'électricité. Pour mémoire, le prix du gaz a un impact direct sur le prix forward de l'électricité sur les marchés européens, le gaz étant le combustible marginal pour la production d'électricité dans la majorité des Etats membres. Par nature, les prix forwards réagissent plus rapidement que le prix spot aux chocs géopolitiques. Depuis le début de la guerre au Moyen Orient, les prix de l'électricité forward sur le marché français – protégé en partie par sa production nucléaire – ont augmenté en France d'environ 15%, pour atteindre même un pic d'environ 60€/MWh. Les prix se sont stabilisés depuis mi-mars mais à un niveau durablement rehaussé, autour de 55-57€/MWh début avril 2026. Mais ces prix atteignent 90-92€/MWh sur le marché allemand, nettement plus exposé au gaz.

b. Une moindre vulnérabilité de l'UE et de la France sur le gaz...

Les prix de marché du gaz avaient déjà intégré le risque iranien. L'exposition de l'Union européenne demeure moindre. L'Europe ne recevait qu'environ 12-14% du GNL qatari qui transitait par le détroit, situation difficilement comparable à la plus forte dépendance au gaz russe en 2022, notamment de l'Allemagne.

L'approvisionnement physique ne se trouve donc pas en danger, grâce à une diversification des sources d'approvisionnement européennes, en premier lieu des stockages qui permettent d'amortir l'effet du choc. En effet, la capacité de stockage de la France représente 12 Mds de m³, soit près du 1/3 de la consommation nationale annuelle.

Les infrastructures diversifiées choisies par la France (acheminement par pipeline de Norvège, d'Algérie via l'Espagne et l'Italie, par bateau de provenances variées) jouent le rôle d'amortisseur.

Et comme, contrairement à 2022, le parc nucléaire français fonctionne et que les stockages européens ont été remplis, les risques d'approvisionnement sont considérablement réduits.

c. ...qui dépendra à moyen terme de la réaction de l'Asie

Toutefois, l'avenir du prix ne dépendra pas uniquement de la durée de la guerre et de la capacité du cessez-le-feu à durer. L'Asie de l'Est et du Sud-Est reçoit environ 80% du GNL passant par Ormuz, et entre 80 et 89% du pétrole.

Concernant le pétrole, la Chine représente environ 38% des flux, suivie par l'Inde et le Japon. Pour le GNL, la Chine consomme 25 Bcm par an^①, l'Inde 15 Bcm/an, suivis par le Japon et la Corée du Sud.

C'est donc la concurrence asiatique sur les hydrocarbures venant d'autres zones du globe qui pourrait influencer majoritairement sur le cours des hydrocarbures dans la durée. Toutefois, les deux poids lourds démographiques que sont la Chine et l'Inde ont, en réponse à la crise, récemment relancé leur usage du charbon pour diminuer leurs besoins en GNL et ils comptent de plus en plus sur la production d'ENR, réduisant un peu le risque sur le cours mondial.

D'autres pays européens agissent de la même manière : l'Italie, pays membre le plus dépendant du GNL qatari (6.4 Bcm/an) pourrait en remplacer 85% dans les 12 mois grâce au développement des énergies renouvelables, électriques et gazières (le biométhane pourrait remplacer 0.6 Bcm/an d'ici 12 mois).

Si la réaction des autres grands pays consommateurs se confirme, les tensions devraient rester maîtrisées à court terme.

2. Une crise dont la matérialité dépendra de la manière dont les marchés anticiperont les soubresauts géopolitiques

a. Un fonctionnement nominal du marché basé sur la perception du risque

Les acteurs du marché de l'énergie intègrent les scénarios futurs, et pas seulement la réalité des perturbations. Une crise courte donnera lieu à une prime de risque alors qu'une crise longue peut engendrer une réévaluation structurelle des prix.

La séquence actuelle répond au fonctionnement classique du marché : une panique initiale, suivie d'une intégration du risque et, dans le cas habituel, une stabilisation.

b. Une hyper-réactivité des traders à l'imprévisibilité géopolitique

Les prix actuels reflètent une peur anticipée plutôt qu'une situation effective.

Cette forte réactivité des prix de marché aux annonces politiques s'avère nettement perceptible. Ainsi, le 23 mars, les prix mondiaux du pétrole ont fortement baissé après l'annonce par le président Trump du report de 5 jours des frappes militaires contre les centrales électriques iraniennes et l'ouverture de « négociations constructives ». Dès le 24 mars, les prix remontaient fortement quand l'Iran a démenti la tenue de négociations. Après l'annonce, le 8 avril, d'une trêve de 15 jours et l'anticipation de la réouverture partielle du détroit d'Ormuz, une baisse significative des prix du pétrole a été constatée sur les marchés à environ 95\$ le baril de Brent

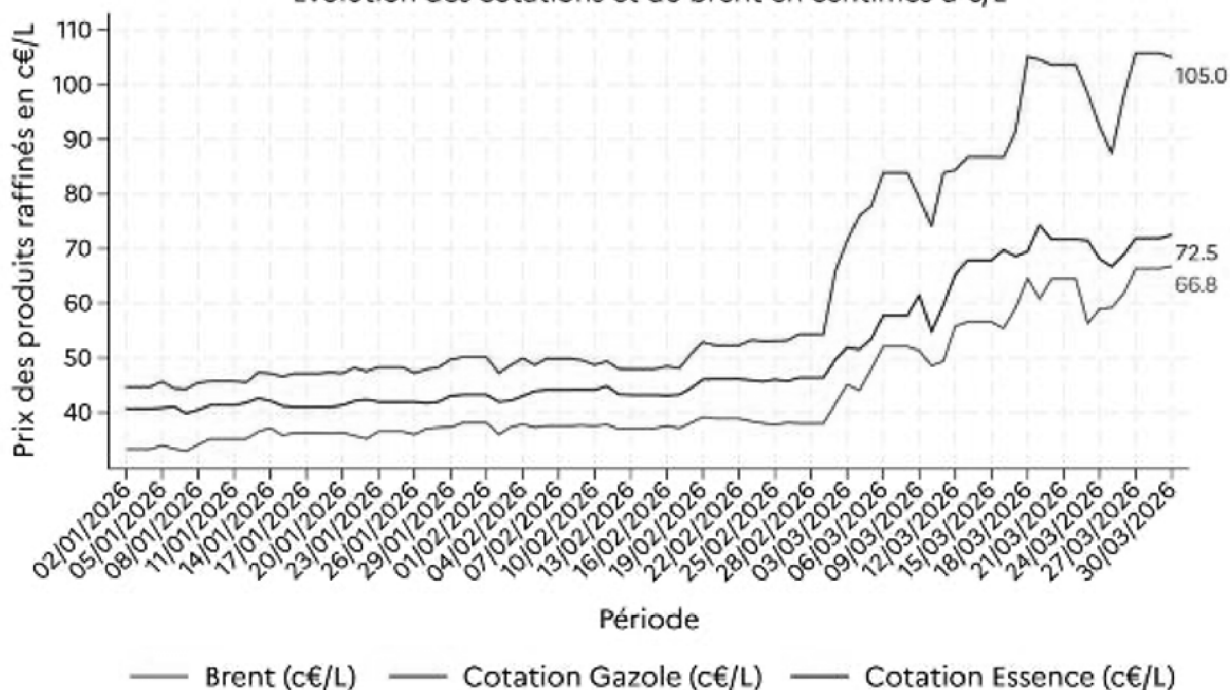
L'élément clé qui pourrait transformer cette hausse du prix en crise structurelle demeure donc l'éventuel blocage prolongé du détroit d'Ormuz.

3. A ce stade, les marges des distributeurs de carburants n'ont pas connu d'inflation

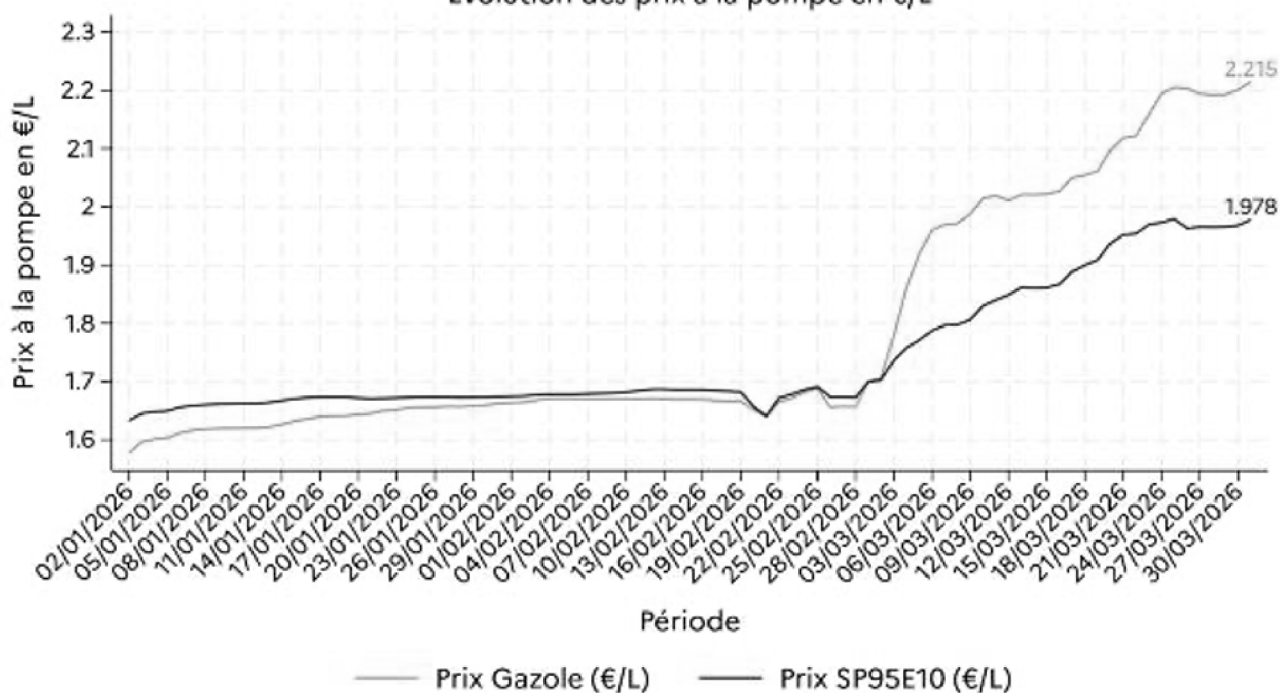
Pour le particulier, le seul effet immédiat spectaculaire demeure donc concentré sur le prix des carburants.

La DGCCRF suit l'évolution des prix à la pompe des 10 000 stations-services de Métropole grâce à l'obligation de déclaration de leurs prix sur le site prix-carburants.gouv.fr.

Evolution des cotations et du Brent en centimes d'€/L



Evolution des prix à la pompe en €/L

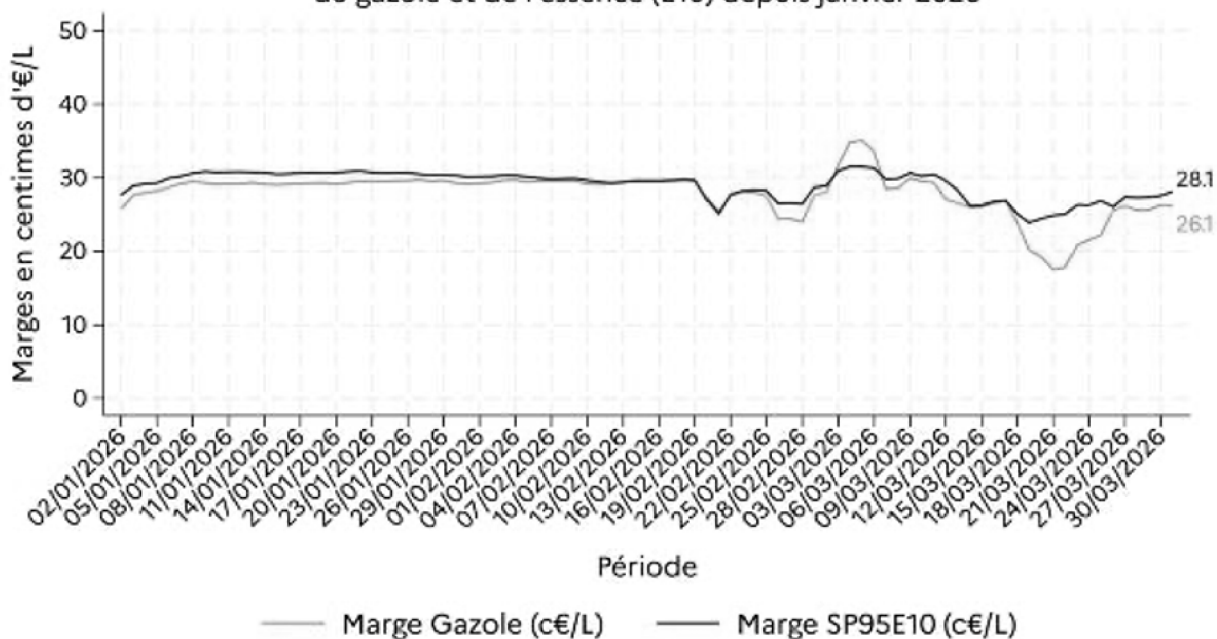


L'écart entre ces prix et les cotations des produits raffinés permet de calculer chaque jour la « marge brute de transport-distribution » de chaque enseigne. Celle-ci comprend les coûts logistiques, de stockage en dépôts, de transports depuis les

raffineries ainsi que vers les stations-service, les coûts de distribution, notamment l'exploitation des stations-service, les coûts liés aux réglementations applicables aux carburants distribués (dont certificats d'économie d'énergie et obligations d'incorporation de biocarburants) ainsi que la marge commerciale des opérateurs.

Cette marge évoluait en moyenne autour de 30 c€/l en janvier – février 2026 avant le début des hostilités. Depuis le début de la crise, ces marges restent globalement à des niveaux inférieurs de l'ordre de quelques c€/l à ceux avant crise (cf. graphiques ci-après). Dans un contexte d'intensité concurrentielle du secteur résultant de la sensibilité des consommateurs aux prix à la pompe et de transparence des prix, et de délais incompressibles de répercussion de la hausse des cours sur les prix à la pompe du fait des délais d'approvisionnement et de rotation des stocks, le secteur de la distribution des carburants n'a donc pas profité de la crise. Ce sont les activités de trading et l'augmentation des marges des producteurs qui assument aussi le risque de prix bas dans les circonstances symétriques qui devraient tirer les résultats des majors pétrolières.

Evolution globale des marges brutes de transport-distribution du gazole et de l'essence (E10) depuis janvier 2026



Écart entre le prix HT du carburant et la moyenne mobile des 5 jours ouvrés des cours des produits raffinés.

Si le blocage du détroit d’Ormuz aura donc des conséquences directes sur les prix de l’énergie et par contrecoup sur le niveau des prix en Europe, par importation de l’inflation, à ce stade, rien ne permet de redouter un choc équivalent à 2022, dans un contexte de réaction mondiale permettant de limiter à court terme les effets les plus inquiétants. La hausse immédiate des prix des carburants, celle principalement différée à l’hiver du gaz si le conflit perdure et celle cachée de l’électricité constituent indéniablement un choc important par les volumes concernés et par leur simultanéité. Seul l’avenir des tensions en dira les conséquences. Si le conflit devait durer, l’impatience autour du pouvoir d’achat pourrait à nouveau, comme lors des législatives de 2024, animer les débats politiques à venir.

Notes

① Ndlr : l’unité « bcm » signifie « milliards de m3 »